

Les Chinois convoitent nos forêts

l'essentiel

Il y a cinq ans, la tempête Klaus ravageait le Grand Sud, abattant un million de mètres cubes de bois. Comme pronostiqué à l'époque par les forestiers, la tension sur le marché est aujourd'hui là et chez certains professionnels l'inquiétude grandit face aux appétits chinois. Notre région n'y échappe pas, les forêts de l'Aude étant aussi visées.

La France cultive les paradoxes. Elle est l'une des toutes premières puissances forestières européennes, emploie 430 000 personnes dans le bois, soit autant que l'industrie automobile... mais ce secteur est actuellement le deuxième poste déficitaire de son commerce extérieur, pour 6,5 milliards d'euros... Le problème ? Il s'écrit aujourd'hui au pluriel en un complexe jeu de dominos mondialisé.

Bois industriel pour la pâte à papier ou les panneaux ; bois d'œuvre pour la construction, la menuiserie ou bois de chauffage, de la bûche aux pellets... Autant de productions et de marchés différents pour les forestiers, les scieurs et les industriels, selon qu'en Grand Sud, ils travaillent avec les Landes, les Pyrénées ou la Montagne Noire. Or leur ressource a été très durement impactée par deux tempêtes majeures en dix ans : Martin en 1999 et Klaus en 2009 qui ont dévasté des forêts entières dans notre région. Première conséquence ? Quand il y a plus de demande à l'international mais qu'il y a moins d'arbres, les prix montent. Et les petits transformateurs ne peuvent plus suivre, leur trésorerie

Depuis 2008, l'empire du Milieu est devenu le troisième marché à l'export pour le bois français

étant notamment impactée par la crise du bâtiment qui consomme moins de bois d'œuvre en France. Bois d'œuvre français que la Chine, elle, soucieuse de protéger ses forêts, consomme de plus en plus pour son marché intérieur et pour réexporter des meubles ou du parquet à bas prix.

Ainsi, depuis 2008, l'empire du Milieu est devenu le troisième marché à l'export pour le bois français, derrière l'Italie et la Belgique... Belgique d'où partent aussi vers la Chine de pleins containers coupés en France mais chargés à Anvers.

Entre 2008 et 2011, le volume des grumes de chêne exportés vers les ports chinois est ainsi passé de 30 000 à 121 000 mètres cubes. Mais le sapin et l'épicéa ne sont pas épargnés non plus, ainsi qu'en témoignent les forêts de l'Aude qui ont récemment été coupées. Du coup... ce sont autant d'arbres que ne verront pas les scieries locales, dont 3 000 ont déjà fermé en trente ans, à travers la France. Ni les menuiseries. Ni les centrales à bois... D'où la colère de ceux qui dénoncent et le pillage et la concurrence déloyale du made in China.

Face à ce constat ? En juin dernier, le député socialiste Jean-Yves Caultet a rendu un rapport titré « Bois et forêts de France, nouveaux défis » favorablement accueilli par la profession. Innovation, investissements, soutien à cette filière dont la ressource a aussi pour mission de capter les émissions de CO2 : il défend un discours offensif car le bois, selon ses estimations, c'est aussi 60 000 nouveaux emplois potentiels.

Pierre Challier

zoom

CINQ ANS APRÈS KLAUS, LA PÉNURIE ANNONCÉE EST LÀ

24 janvier 2009. La tempête Klaus balaie le Grand Sud. Pour le seul département des Landes, 300 000 ha de pin maritime sont touchés, s'ajoutant à ceux que la tempête Martin avait déjà dévastés en 1999. Bilan cumulé ? 50 % du stock d'arbres sur pied est perdu. « La forêt de demain est tombée, le potentiel de production annuel est passé de 9,5 millions de mètres cubes, il y a 10 ans, à 5,5 millions après Klaus » résume alors Frédéric Laby, directeur de l'Agence CAFSA de Castets.

Partout, des aires de stockages accueillent les milliers de troncs bruts, les grumes, sortis par des forestiers venus de toute la France et l'Europe... Mais chacun prédit une pénurie de bois à l'horizon 2 015. D'autant plus qu'un insecte ravageur, le scolyte, s'invite rapidement au festin sur les troncs fragilisés et tue 30 000 hectares de plus en 2010-2011.

Aujourd'hui ? La pénurie sur le marché est bien là dans les trois grands secteurs que compte la filière bois : bois industriel pour la pâte à papier et les panneaux agglomérés, bois d'œuvre - pour la menuiserie et les chantiers - et bois de chauffage.

« Tension plutôt que pénurie », nuance Pierre Verry, directeur « Bois » à la direction territoriale sud-ouest de l'ONF, basée à Toulouse. Pour 2016, le déficit sera de 2,6 millions de mètres cubes, soit 5,2 millions d'arbres. « Et le manque de ressource fait donc monter les prix » résume Frédéric Laby. Car les gigantesques efforts réalisés pour replanter mettront encore des années à porter leurs fruits.



300 000 hectares avaient été dévastés, il y a cinq ans.

« À ce jour, 80 % des surfaces ont été nettoyées sur les 220 000 hectares sinistrés à 40 % et toutes les surfaces ayant fait l'objet de subventions pour le nettoyage doivent être reconstituées d'ici 2 018 dans le cadre du « plan chablis », explique-t-il. Mais en attendant, quand bien même 50 à 60 % des grumes entreposées après la tempête ont été déstockées et 90 % sont prévendues, « on pense que des entreprises vont fermer, faute de bois », constate Frédéric Laby dont la coopérative, la plus importante du Grand Sud, a choisi de donner la priorité au local plutôt qu'à l'export.

P.C.



Inard Bois, dans l'Aude : un département où le nombre de scieurs a été divisé par deux en 10 ans. Aujourd'hui, Didier et son frère Rémy tirent la sonnette d'alarme. / Photo DDM, Pierre Challier

POUR ALLER PLUS LOIN Journal numérique : cliquez sur l'image pour voir le site de l'ONF

IL FAUT INVESTIR ET MODERNISER



Jean-Yves **Caullet**, député auteur du rapport « Bois et forêts de France nouveaux défis »

Que répondez-vous à ceux qui s'inquiètent de voir partir le bois français vers la Chine ?

Dans notre filière bois, le déficit concerne toutes les catégories, pâte à papier, meubles, planches et notre seul poste excédentaire, c'est l'exportation de bois non transformé. Il ne faut donc pas confondre le symptôme et la maladie. Le fait que nous exportions, notamment vers la

Chine prouve que la sylviculture française est compétitive à l'international. Par contre, négligée durant les Trente Glorieuses, notre industrie de transformation a travaillé avec une ressource dont les prix allaient toujours en baissant et s'est, de fait, fragilisée, dès que la rareté du produit et la nécessité de s'approvisionner ont fait remonter les prix. Il faut donc aider notre filière à investir pour innover et se moderniser dans un contexte de marché mondialisé afin qu'elle retrouve sa compétitivité.

Comment agir aussi face aux importations ?

Ce problème ne concerne pas que le bois... Et on ne sera jamais compétitifs en essayant de faire les mêmes produits que ce qui se fait dans d'autres conditions ailleurs. Mais au-delà de l'innovation, on peut aussi envisager, au niveau européen, de faire payer à ces produits bas de gamme le fait que, par les traitements chimiques qu'ils subissent, ils sont difficilement recyclables, ce qui permettrait de redonner un avantage compétitif aux produits de nos usines ne présentant pas ce genre d'inconvénient.

Député, vous êtes également président du Conseil d'administration de l'ONF. Que préconisez-vous côté ressource ?

Le gouvernement a mis en place un fonds stratégique dans le cadre de la loi d'avenir agricole et forestière. Le compte épargne-investissement-assurance aide aussi les forestiers avec un régime fiscal intéressant. Enfin un conseil supérieur de la filière a vu le jour pour dynamiser l'aval du secteur que l'ONF peut aussi accompagner grâce à des contrats de fourniture afin de passer ce cap difficile car il y a des espoirs dans ce secteur qui représente un gisement de 60 000 emplois.

recueilli par Pierre Challier

« NOTRE VOLUME À SCIER EST PARTI EN CHINE »

Gros tracteur à l'imposante mâchoire, le débuseur attrape le tronc ébranché sur la pyramide du stock. Puis dépose cette grume sur le rail. Stridulation de la scie rectifiant la base, déchetage de l'écorce... en moins de deux minutes la bille nue roule à nouveau au sol avant d'être transportée vers la scierie pour y être débitée. Ici ? « Je ne travaille qu'avec des bois locaux, des résineux des massifs forestiers des Pyrénées ou de la Montagne Noire, des hauts cantons de l'Hérault ou du sud de l'Aveyron », commence Didier Inard, 52 ans, « l'un des quatre derniers scieurs de l'Aude alors qu'on était le double, il y a dix ans », précise-t-il.

Inard Bois dans la zone industrielle de Villemaussou, en périphérie de Carcassonne : entreprise fondée il y a une quarantaine d'années par le père, Pierre Inard. Et aujourd'hui, Didier la dirige donc avec son frère Rémy, 44 ans. Une vingtaine de salariés, 3 M€

de chiffre d'affaires... L'aîné s'occupe de l'approvisionnement, le cadet du sciage et du commercial, « mais c'est de plus en plus dur. Il faut se battre pour trouver des marchés, le volume de constructions ayant baissé avec la crise », confie ce dernier devant une pile de poutres en attente de chantier. Un problème de débouché en aval qui se double désormais d'un autre gros souci... en amont.

« Car sur notre secteur les Chinois achètent des résineux en quantité, notamment dans la forêt de Boucheville, à cheval entre l'Aude et les Pyrénées Orientales, où un volume colossal a été prélevé. Au total, 200 000 mètres cubes de sapin et d'épicéa sont partis en Chine en 2013, soit 80 000 tonnes de bois selon nos estimations sur notre zone d'approvisionnement. Ce qui veut dire que l'on perd du même coup les 40 000 tonnes de produits connexes, puisque l'écorce, les sciures de déchetage et les chutes pèsent en général la

moitié de ce tonnage et qu'ils nous servent à alimenter la filière « bois énergie », explique Didier Inard, également président du syndicat des scieurs et exploitants forestiers de l'Aude, des Pyrénées Orientales et de l'Hérault, soit une trentaine d'adhérents.

« Les grumes sont coupées à 11,80 m, le gabarit containers, puis envoyées vers Sète, Barcelone ou Marseille, ou vers les ports de l'Atlantique, notamment Anvers », précise-t-il, poursuivant : « pour nos entreprises, c'est une double catastrophe, car ces 200 000 mètres cubes c'est l'équivalent de ce que consomment les scieries de la région dans l'année et selon nos observations, pour satisfaire ce marché, on prélève aujourd'hui plus de ressources qu'on en produit, on assiste donc à une décapitalisation des forêts » estime Didier Inard, soulignant devoir aussi faire face « à la concurrence des collègues du centre, de l'est et du nord de la France qui ont déjà des

gros problèmes d'approvisionnement ». Pour lui, il est donc « temps de tirer la sonnette d'alarme » : « Les Chinois achètent 20 à 30 % au-dessus du marché les bois de belle qualité, via un intermédiaire, et ils les emportent non débités avant de nous les revendre transformés à prix qu'on ne peut pas concurrencer, vu le coût dérisoire de leur main-d'œuvre. Il y a 15 ans, par exemple, les parquets Marty à Fumel représentaient pour nous 30 camions par mois contre zéro aujourd'hui. Mais dans cinq ans, quand toutes les scieries auront fermé, ce ne sont pas les Chinois qui payeront les chômeurs. Et quand il faudra importer du bois de chauffage, du bois de construction ? Il faut des quotas, des taxes à l'export. Les Chinois eux-mêmes se protègent par des taxes alors qu'ils ne payent rien lorsqu'ils exportent vers l'Europe. Il faut une vraie réciprocité », conclut Didier Inard.

Pierre Challier

DÉGÂTS ET POLLUTION

Des norias de camions sur les petites routes de l'Aude, des Pyrénées-Orientales lorsqu'il faut venir charger les arbres abattus... « On en voit tout le temps qui prennent parfois jusqu'à 1 000 m³ dans la journée. Cela aussi a un coût, car ces va-et-vient de poids lourds chargés de grumes ne respectent même pas les barrières de dégel et défoncent notre réseau départemental. C'est donc aussi le contribuable qui paye les dégâts, les routes de montagne étant toujours un gros poste de dépense, dans un département », s'indigne ce forestier des Pyrénées Orientales, qui préfère garder l'anonymat.

Les Chinois ? « Pourtant, au départ, c'était une bonne idée, après la tempête de 2009, on devait leur vendre les produits qui n'intéressaient pas la demande française et le bois correct restait sur place pour les scieries locales », se souvient-il. Seulement « cinq ans plus tard, on s'aperçoit qu'on est en train de vider le patrimoine forestier du secteur », estime-t-il.

« Et de polluer les sites », relève pour sa part Didier Inard. « Pour que les bois puissent voyager, ils les traitent sur place avec de puissants fongicides et insecticides. Officiellement, toutes les normes sont respectées. Mais dans les faits, on voit ces chargements ruisseler sur la route lorsqu'ils sont transportés et ça part dans la nature », témoigne-t-il.



Aujourd'hui, 90% du bois stocké dans les Landes est prévenu. Photo P.C.

mondialisation

« SALLE À MANGER EN CHÊNE FRANÇAIS MADE IN CHINA »...

Légalement, il n'est pas possible de réserver la forêt publique aux scieurs locaux. La vente par adjudication fait que les lots partent aux plus offrants. Actuellement, compte tenu de leur puissance financière, les Chinois, qui veulent aussi protéger leur propre ressource, sont donc en position de force.

Ensuite, le constat fait par ce cadre de l'ONF est sans appel. « Aujourd'hui, cela coûte visiblement plus cher de transporter en camion le bois des forêts de l'Aude jusqu'aux ports de Sète, Marseille ou Barcelone que de lui faire prendre le bateau jusqu'en Chine avant de le renvoyer transformé en chambre à coucher, toujours par bateau... » Et « le fait que le transport maritime, en fret retour, notamment, soit très peu cher est une donnée du commerce international. Elle n'a pas de solution au niveau français », précise le député Jean-Yves Caullet.

Pas plus que le prix de la main-d'œuvre ou l'absence de règles environnementales, en Chine, pays qui sait aussi protéger son marché, sans contrepertes.

Bilan ? Ce forestier landais le résume, consterné. « Personnellement, j'aime le bois et j'ai fait faire mes meubles localement par un artisan. Mais récemment, ma belle-sœur a acheté une salle à manger en chêne français faite en Chine... Vous imaginez le bilan carbone d'un tel achat alors que nos entreprises ferment et que l'on attaque une ressource dont on va avoir de plus en plus besoin sur notre propre marché pour relancer la filière ? On marche sur la tête », estime-t-il.

Le mobilier « GrosLouis »

Seulement voilà, les prix sont là... Un tour sur internet permet de jauger... Le Louis XIV, Louis XV, Louis XVI ? Peu importe le Louis et le style... chez ce grossiste chinois faisant confiance à un logiciel de traduction automatique pour vendre son mobilier en chêne ou en hêtre importés d'Europe, il est rangé en catégorie générique « gros-louis ». Et la table de salle à manger avec ses chaises peut y être proposée à 430 dollars. Si l'on en commande un lot, c'est évidemment dégressif...